Le Mag

N°164 / Septembre 2022
action-education.org

Éducation et pauvreté



LA PHOTO DU MOMENT

4 mai 2022, dans la commune d'Angkol, province de Kep, au Cambodge.
Alors que le tourisme à Kep repart et que le Cambodge se remet de la pandémie de COVID-19, le déclin des stocks de pêche a un impact sur les moyens de subsistance de nombreuses communautés. Celles-ci se retrouvent dans une situation de plus en plus précaire et les enfants n'ont plus accès à l'éducation.
Les recherches menées par Action Education révèlent que 12 % des enfants en moyenne, dans les 4 provinces du projet, ont abandonné l'école entre 2020 et 2021 et qu'une fille sur deux en âge d'être scolarisée est aujourd'hui à risque d'abandon scolaire.

Le projet CO-SAVED, mené par Action Education et financé par l'Union européenne, s'engage à améliorer le développement socio-économique des communautés côtières fortement dépendantes de la pêche.
Nos activités se concentrent sur le développement d'opportunités économiques pour les communautés marginalisées. Nous travaillons également à l'amélioration des infrastructures scolaires, sensibilisons les communautés à l'importance de l'éducation et identifions les enfants à risque d'abandon scolaire.

ÉDITO



« Avec l'accumulation des crises, l'extrême pauvreté s'installe »

Jean-Pierre Pichaut
Président d'Action Education France

Avec l'accumulation des crises, l'extrême pauvreté s'installe. Plus d'un milliard de personnes dans le monde sont parvenues à sortir de l'extrême pauvreté ces 30 dernières années. Pourtant, d'après la Banque Mondiale, avec la multiplication actuelle de crises majeures (pandémie, dérèglements climatiques, conflits, etc.), tous les efforts réalisés pourraient être réduits à néant d'ici 2030. La menace est particulièrement grave pour certains pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud, régions où intervient Action Education. La pauvreté est multidimensionnelle. Outre le dénuement extrême, elle impacte l'éducation par la difficulté d'accès aux soins, à des services de base (eau potable, électricité, assainissement…) ou encore à l'information qui ont des effets indirects sur l'accès à l'éducation. En rendant impossible aux personnes l'accès à leurs droits, la pauvreté exclut.

Pour autant la pauvreté n'est pas une fatalité : elle pourrait être divisée par deux en une génération si tous les adultes achevaient simplement le cycle secondaire. Pour cela une seule condition : garantir à toutes et tous, notamment aux plus vulnérables, l'accès à une éducation de qualité.
Dans notre dossier, découvrez les principales conséquences de la pauvreté sur l'éducation et les leviers que nous utilisons pour lutter contre ce phénomène.
Par ailleurs, comme je vous l'annonçais dans la précédente édition du Magazine, nous avons lancé la communication sur notre nouvelle marque « Action Education », le 4 juillet dernier avec un nouveau site web international. Cette nouvelle identité visuelle, vous la retrouvez dans ce Magazine, ainsi que sur l'ensemble de nos supports en France et dans le monde.
Je vous souhaite une très bonne lecture !
Solidairement.

SOMMAIRE

Magazine trimestriel publié par l'association Action Education.
53 boulevard de Charonne, 75 545 Paris Cedex 11
01 55 25 70 00 / contact@action-education.org

Représentant de l'association France : Jean-Pierre Pichaut - Directeur de la publication : Charles-Emmanuel Ballanger - Rédaction en chef : Gilles Oger - Rédaction : Chandra Kiran Katta, Vanessa Martin, Gilles Oger, Christine Redmond, Dramane Sessouma - Commission paritaire : 0723 G 83404 - Prix au numéro : 2 € - Abonnement de soutien : 8 € - ISSN : 2804-0511 –Dépôt légal : troisième trimestre 2022 - Tirage : 34 805 exemplaires - Imprimeur : SIB Imprimerie, Zone industrielle de la Liane, B.P. 343, 62205 Boulogne-sur-Mer Cedex - Création graphique et fabrication : tcgraphite.

Photographie de 1ère de couverture : © Chandra Kiran.
© photo journal : P2 : Christine Redmond - P4 : AE Inde - P5 : Gilles Oger - P6 : AE Afrique - P7 : Chandra Kiran - P9 : Chandra Kiran - P11 : Chandra Kiran - P12 : Dramane Sessouma - P14 : Oumar Niang, AE Afrique, AE Vietnam - P16 : A-E Thion - P18 : Vincent Reynaud-Lacroze - P19 : Jean-Marc Bedouelle pour AE, Gilles Oger - P20 : Christine Redmond - P21 : Vincent Reynaud-Lacroze – P22 : Lydia Moudjeb - P23 : AE Inde.

Action Education, association de développement par l'éducation, est libre de toute attache religieuse et politique. Action Education est une association reconnue d'utilité publique et agréée par le ministère de l'Éducation nationale. Elle est habilitée à recevoir des legs et des donations exempts de tous droits de mutation. Les coûts de réalisation, d'impression et de diffusion du magazine, sans cesse optimisés, sont intégralement pris en charge dans l'abonnement des parrains et donateurs d'Action Education. **En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification ou de suppression sur les informations vous concernant, que vous pouvez exercer en vous adressant à notre association.**

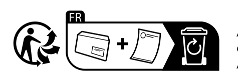


Action Education est membre de la CHS Alliance



Aide et action France est Reconnue d'Utilité Publique et agréée par le ministère de l'Éducation nationale.





Agissez pour le recyclage des papiers avec Action Education et Citeo





Inde

Autonomiser les jeunes quittant les foyers de l'aide sociale à l'enfance

Afin d'accompagner les jeunes adultes qui quittent les foyers de l'aide sociale à l'enfance, Action Education a lancé, avec le soutien de l'UNICEF, un ambitieux programme dans l'Etat d'Assam.

« *En 2016, j'ai eu l'occasion de participer à un match de football au niveau national. Mais cela n'a pas pu se faire parce que je n'avais pas mon certificat de naissance* », raconte Dipankar Boro, un jeune tout juste sorti d'un des foyers de l'aide sociale à l'enfance. « *Après avoir terminé le lycée, j'ai quitté mon foyer. J'aurais pu poursuivre des études supérieures, mais n'ai pas pu payer les frais de scolarité* » témoigne Priyanka Rai.

Pour accompagner vers la vie active les jeunes de l'aide sociale à l'enfance dans l'Etat d'Assam, le projet propose de renforcer les capacités des fonctionnaires chargés de la protection de l'enfance, d'autonomiser les jeunes quittant l'aide sociale à l'enfance et de leur proposer un suivi individualisé et renforcé.

Avec le projet, les jeunes bénéficient de formations socio-professionnelles essentielles à leur entrée dans la vie active. Le projet veille également à ce que les jeunes aient accès à un minimum de documents officiels (carte d'identité, certificat de naissance, carte des services fiscaux, carte d'électeur) et un compte bancaire. Des liens sont établis avec des institutions de formation professionnelle et un travail sur l'estime de soi est également réalisé. Enfin, une association dédiée à la prise en charge et au soutien des jeunes adultes a été créée. Elle leur permet de se regrouper et de faire valoir leurs droits.

RESTER EN CONTACT AVEC CHAQUE JEUNE

« *En tant que membre de l'Association des Anciens Jeunes des Foyers en Assam, je me suis inscrite à un programme de formation des cadres. Cette formation durait un mois et pendant ce temps-là, j'ai également cherché et trouvé un emploi !* » témoigne Pompi Das.

Ashok Sharma - Responsable de programme, Protection de l'enfance (SCPS, Assam) ajoute : « *La meilleure réalisation est la création de l'Association des Anciens Jeunes des Foyers en Assam. À ce jour, plus de 150 jeunes ont été mis en réseaux. Nous avons créé un groupe WhatsApp et utilisons différentes technologies pour rester en contact avec chaque jeune* ».

Cette initiative a déjà ouvert la voie au déploiement à grande échelle du programme de suivi dans les autres districts de l'Assam.



150
JEUNES MIS EN RÉSEAU



À SAVOIR

En Inde, tous les jeunes adultes qui atteignent l'âge de 18 ans doivent quitter les foyers de l'aide sociale à l'enfance et entrer dans la vie active. Cette transition, d'un environnement encadré par une institution à une vie indépendante sans supervision, pose de nombreux défis à ces jeunes particulièrement vulnérables.



MAG Junior 2022

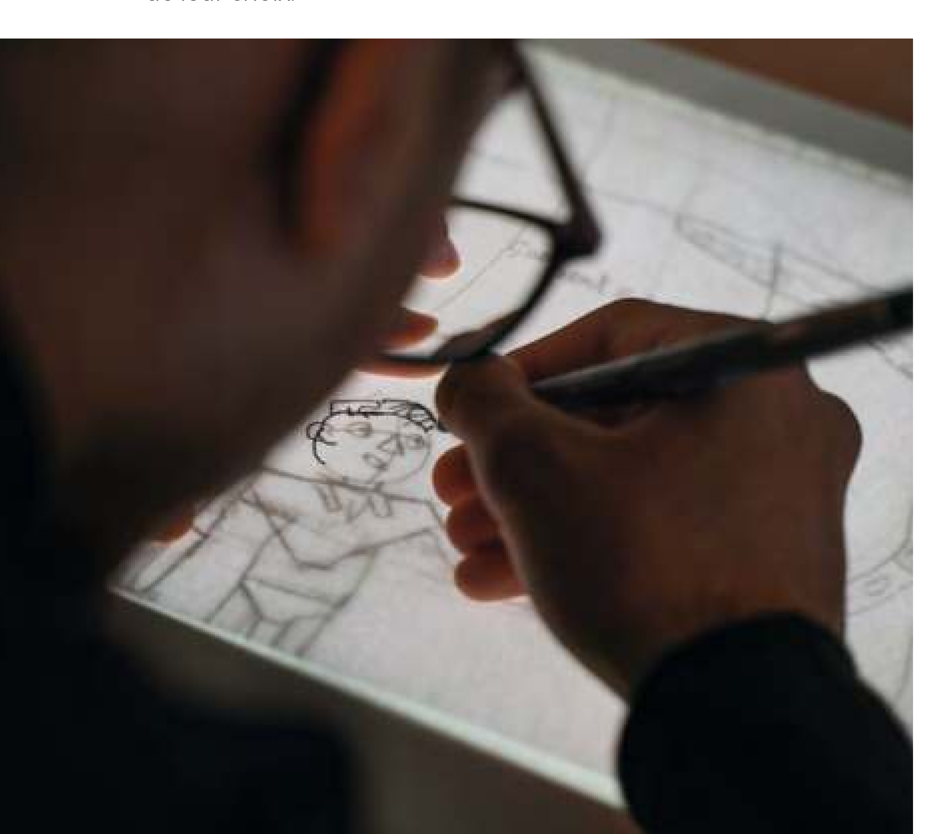
Racontez-nous vos rêves pour demain

Parce qu'exercer sa capacité à rêver change le monde, le Magazine Junior 2022 donne la parole à des enfants et jeunes roumains, français et bulgares : ils nous racontent leurs rêves pour demain.

Pour ce nouveau numéro du Magazine Junior, Action Education a souhaité valoriser l'expression des enfants vivant en habitats précaires accompagnés par nos partenaires en Europe : Stea en Roumanie, l'Ecole enchantiée en France et Médecins du Monde en Bulgarie. Afin de faciliter l'expression des enfants et leur capacité à se projeter, nous avons invité nos partenaires à mener des ateliers sur la thématique « Racontez-nous vos rêves pour demain », selon l'expression artistique de leur choix.

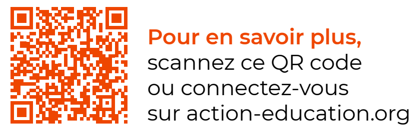


Ainsi, en Roumanie, les enfants ont rêvé leurs métiers de demain aux côtés d'un metteur en scène et d'un photographe afin de produire un roman-photo. En France, lors d'un atelier « Plaisir de lire et d'écrire », une écrivaine jeunesse et un illustrateur ont guidé des collégiens dans la réalisation d'une nouvelle illustrée. En Bulgarie, des graffeurs ont animé des ateliers de peinture murale pour ensuite reproduire les créations coproduites, avec les enfants et les jeunes, sur les murs d'un quartier ghettoïsé de la ville de Sliven.



Les productions des rêveurs pour demain ont été mises à l'honneur, en France lors du festival culturel du collège, et en Bulgarie, au moment de l'inauguration du tunnel qui relie le quartier de Nadejda à la ville de Sliven.

Si cette première collaboration entre nos trois pays d'intervention en Europe autour de démarches artistiques a pour ambition de valoriser les capacités et les talents des jeunes, elle a aussi pour objectif de décloisonner et de favoriser la mixité sociale. Pour nous et nos partenaires, il ne fait aucun doute que l'alliance entre pédagogie et pratique artistique permette une émancipation sociale par l'éducation.



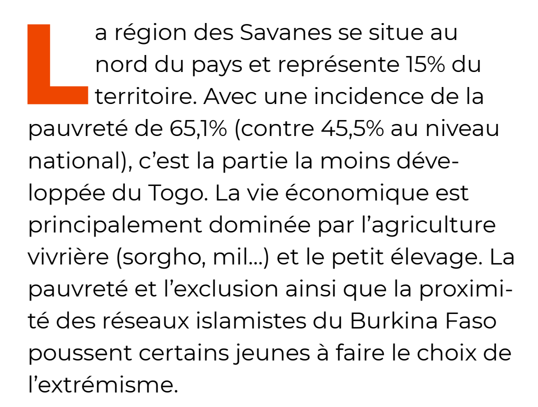
Pour en savoir plus, scannez ce QR code ou connectez-vous sur action-education.org



Togo

Autonomisation des jeunes et des femmes dans le nord du pays

Le projet « Savanes Motaog », initié par Action Education et Plan International, accompagne les jeunes et les femmes dans la partie nord du Togo, une région pauvre très exposée aux risques sécuritaires.



La région des Savanes se situe au nord du pays et représente 15% du territoire. Avec une incidence de la pauvreté de 65,1% (contre 45,5% au niveau national), c'est la partie la moins développée du Togo. La vie économique est principalement dominée par l'agriculture vivrière (sorgho, mil...) et le petit élevage. La pauvreté et l'exclusion ainsi que la proximité des réseaux islamistes du Burkina Faso poussent certains jeunes à faire le choix de l'extrémisme.

L'objectif global du projet est de renforcer la cohésion sociale par la promotion des droits politiques et économiques des jeunes et des femmes, le renforcement de la société civile et des capacités des institutions de l'Etat au niveau local. Le projet cible 6 200 jeunes sans qualification professionnelle âgés de 15 à 35 ans, 9 000 femmes de plus de 35 ans ayant de faibles revenus, ainsi que différentes organisations de la société civile et 15 médias.

IMPLIQUER DAVANTAGE LES FEMMES ET LES JEUNES

Nanwapo Tchantague, âgée de 26 ans et membre d'un groupe d'épargne de Nanergou, témoigne : « *J'ai intégré le groupe sans trop de conviction car chez nous, les projets, très souvent, ne sont pas sérieux. J'ai bénéficié d'un prêt de 60 000 FCFA (91€) pour réactiver un ancien commerce de pagne que j'avais abandonné, faute de moyens. J'ai remboursé tout le prêt avec les intérêts et j'envisage maintenant un montant plus conséquent pour développer mon commerce. Grâce à cette opportunité, je ne me sens plus dépendante de mon mari qui réside au Burkina Faso. Je ne manque plus d'argent pour m'occuper de mes deux enfants. J'ai même souhaité devenir volontaire locale afin d'encourager et de motiver les jeunes de notre localité à adhérer au projet, pour qu'on avance ensemble. J'espère qu'on y parviendra, je serais très heureuse et fière d'avoir contribué au développement des membres de ma communauté* ».

Gnandja Kpongou, conseiller municipal de Kpendal, déclare suite à sa participation à un atelier de renforcement des capacités des autorités locales sur la gouvernance locale et la sécurité : « *C'est un atelier très pratique, il nous a permis de toucher du doigt le lien qui existe entre la gouvernance locale, la sécurité en général, et l'extrémisme violent en particulier. On saura désormais mieux s'y prendre dans notre façon de gouverner, en impliquant davantage les jeunes et les femmes* ».

Le projet

« Savanes Motaog », qui signifie littéralement « Vivre ensemble dans les Savanes », a été lancé en novembre 2020 pour une durée de 4 ans. Action Education et Plan International s'appuient notamment sur deux partenaires locaux, l'ONG Femme, Droit, Développement en Afrique (WILDAF-Togo) et le Collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT). Il vise les 7 préfectures de la région des Savanes qui compte 16 communes et 69 cantons.

Sous l'effet des différentes crises, plus d'un milliard de personnes pourraient, d'ici 2030, être contraintes de vivre avec moins de 1,90 dollars par jour. Cette pauvreté extrême source de privations, d'exclusion et de discriminations met dès aujourd'hui en péril l'avenir du monde. Pour autant, la pauvreté n'est pas une fatalité : elle pourrait être divisée par deux en une génération si chacun achevait simplement le cycle secondaire. Pour cela une seule condition : garantir à toutes et tous, notamment aux plus vulnérables, l'accès à une éducation de qualité. Action Education s'y emploie.

ÉDUCATION, VICTIME OU ARME FACE À LA PAUVRETÉ ?

L'ÉDUCATION VICTIME DE LA PAUVRETÉ

860 millions de personnes vivent avec moins de 1,90 dollars par jour, notamment en raison de la pandémie de COVID-19 et de la hausse des inégalités. L'augmentation actuelle des coûts des denrées alimentaires risque d'accroître cette pauvreté extrême, ne laissant d'autres solutions aux plus démunis que de couper les dépenses liées à l'éducation.

Selon les données les plus récentes, 860 millions de personnes vivent aujourd'hui dans la pauvreté extrême. D'après les estimations de la Banque Mondiale, la COVID-19, qui a engendré l'une des plus graves récessions depuis la Seconde Guerre mondiale, et la hausse des inégalités auraient fait basculer plus de 198 millions de personnes supplémentaires en 2022. Les femmes, qui ont été les premières à perdre leurs emplois, sont aujourd'hui plus durement touchées que les hommes, tout comme les enfants : plus de 160 millions d'entre eux risquent aujourd'hui de continuer à vivre dans l'extrême pauvreté d'ici 2030.

8,9 millions d'enfants supplémentaires forcés de travailler ces 4 dernières années.

24 millions d'enfants et de jeunes ne reviendront probablement pas à l'école suite à la pandémie.

LA PAUVRETÉ GANGRÈNE L'ÉDUCATION

La hausse de la pauvreté n'est pas sans conséquence sur l'éducation : les familles privées de ressources sont contraintes d'adopter des stratégies de survie et de réduire les dépenses comme l'éducation. 24 millions d'enfants et de jeunes, parmi lesquels 11 millions de filles (UNESCO 2020), ne reviendront probablement pas à l'école en raison de la hausse de la pauvreté liée à la COVID-19. Ce chiffre est malheureusement appelé à être révisé à la hausse avec l'augmentation des coûts liés aux denrées alimentaires.

DES GÉNÉRATIONS ENTIÈRES PRIVÉES D'ÉDUCATION ?

Les risques de déscolarisation sont d'autant plus forts que l'éducation dispensée aujourd'hui n'est ni gratuite, ni de qualité. Elle représente un poste de dépense particulièrement important pour les familles les plus vulnérables. Les enfants, mis à l'école, fréquentent des classes surpeuplées, sans matériel adéquat, avec des enseignants privés de moyens et peu ou pas qualifiés. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, la part des enfants affectés par la pauvreté des apprentissages – déjà 53 % avant la pandémie – pourrait potentiellement atteindre 70 % selon l'UNESCO, compte tenu de l'étendue des fermetures d'écoles et de l'inefficacité de l'apprentissage à distance. De là, à ne voir dans l'éducation qu'une perte de temps et d'argent, il n'y a qu'un pas que certains parents n'hésitent pas à franchir pour survivre.

UNE HAUSSE ATTENDUE DU TRAVAIL INFANTILE

« Mon père est mort il y a longtemps. Ma mère m'a dit qu'elle n'avait pas les moyens de m'inscrire à l'école. Quand j'étais plus petite, on est parti pour le Ghana pour qu'elle puisse travailler dans le commerce de vêtements. Elle m'a alors placée comme

domestique dans une famille. Je lavais la vaisselle et la famille versait 500 FCFA par jour à ma mère en échange », explique Efia, une jeune fille burkinabé rencontrée par Action Education.
Le rapport « Travail des enfants : estimations mondiales 2020, tendances et chemin à suivre » publié par l'OIT et l'UNICEF en 2021 révèle que le nombre d'enfants au travail, qui n'a eu de cesse de baisser au cours des deux dernières décennies, a augmenté de 8,9 millions au cours des 4 dernières années seulement, passant de 152 à 160 millions. En cause, l'augmentation des inégalités et de la pauvreté extrême qui a contraint les familles, le plus souvent à contre cœur, à mettre leurs enfants au travail.

À la hausse de la pauvreté, s'est ajoutée, durant la pandémie, la fermeture des écoles. Face à des enfants oisifs, n'ayant pas même de cours à distance, les familles ont vu en eux une opportunité de gagner un peu d'argent. Il est fort à parier que ces enfants ne reprendront pas le chemin de l'éducation et seront mis au travail de force, privés d'éducation et rentreront à leur tour dans le cercle vicieux de la pauvreté extrême sans possibilité aucune d'en sortir.

LES MARIAGES PRÉCOCES

L'explosion de la pauvreté laisse craindre une déscolarisation massive des jeunes filles et une hausse de plus de 30 millions de mariages précoces d'ici à 2030. A l'heure actuelle, 12 millions de jeunes filles sont mariées chaque année. « *Mes frères ont reçu une demande en mariage pour ma fille Maissata, qui est en classe de 4ème. Je leur ai dit qu'elle était à l'école, mais ils ne voulaient rien savoir* », explique Nasardine Sienou, le secrétaire de l'association des parents d'élèves de l'école primaire publique de To dans la province de la Sissili au Burkina Faso. « *J'ai expliqué à mes frères que je n'étais pas contre le mariage, mais je leur ai demandé de dire au prétendant qu'il fallait attendre qu'elle termine ses études d'abord. Je ne voulais pas les contrarier car il est impossible dans notre culture de ne pas tenir compte de l'avis des frères puisque ce sont eux qui sont habilités à recevoir des demandes en mariage. En attendant, j'ai prévenu les enseignants de ma fille pour qu'ils l'aident à gérer les pressions. J'ai eu gain de cause mais je veux que les campagnes de sensibilisation, comme celles qui ont eu lieu dans le cadre du projet SCOLFILLE mené par Action Education, se multiplient. C'est une pratique très courante de retirer les filles de l'école pour les donner en mariage, l'administration scolaire doit faire comprendre que ce n'est pas possible* ».

860
millions de personnes vivent avec moins de 1,90 dollars par jour.



Pour en savoir plus,
scannez ce QR code
ou connectez-vous
sur action-education.org

L'éducation : UN OUTIL POUR BARRER LA PAUVRETÉ

La pauvreté dans le monde pourrait être divisée par deux en une génération si tous les adultes achevaient simplement le cycle secondaire. A condition bien sûr que l'éducation soit de qualité et accessible à toutes et tous, ce qui, malheureusement, est encore loin d'être le cas.

Si tous les adultes terminaient l'enseignement primaire et secondaire universel, plus de 420 millions de personnes pourraient sortir de la pauvreté, réduisant ainsi le nombre de pauvres dans le monde de plus de la moitié (UNESCO, 2017).

Face à la pauvreté, la solution semble donc simple et pourtant, aucun progrès n'a pratiquement été réalisé ces dernières années en matière de lutte contre la non-scolarisation des jeunes. Les taux de non-scolarisation stagnent et sont même susceptibles de repartir à la hausse sous l'effet des différentes crises. Ces chiffres, comme ceux de la pauvreté, ne sont pourtant pas des fatalités. Ils sont le résultat d'un manque de volonté politique et de moyens financiers adaptés. C'est pourquoi, dans le cadre de ses projets, Action Education défend et garantit au plus grand nombre, notamment aux plus vulnérables, une éducation de qualité tout au long de la vie.

En Inde, Action Education accompagne depuis près de 15 ans les travailleurs saisonniers indiens et leurs enfants. Vivant dans des bidonvilles, exploités sur les chantiers de construction des grands centres urbains, ces travailleurs migrants, sans ressource ni éducation, font partie de l'une des populations les plus pauvres de l'Inde. Les enfants sont majoritairement déscolarisés.

Action Education se mobilise pour rétablir l'accès de ces enfants à une éducation de qualité et leur offrir un bon développement physique, cognitif et socio-émotionnel. « *Mon fils Mahesh passait ses journées dehors. Il a été accepté au centre développé par Action Education et a rapidement progressé. S'il continue de bien étudier, mon fils trouvera un emploi et j'ai l'espoir qu'il s'en sorte mieux que nous* », explique Lakshmi, l'une des travailleuses migrantes de la ville d'Hyderabad.

ÉDUQUER DE LA PETITE ENFANCE À L'ÂGE ADULTE

La formation socio-professionnelle est aujourd'hui pour Action Education l'une des mesures clefs qui permet à des jeunes adultes, privés d'éducation de qualité, de s'insérer socialement et économiquement. Malheureusement, dans de nombreuses régions du monde, infrastructures, moyens financiers et humains manquent : au Mali, la région de Mopti ne compte que 235 centres d'éducation et 324 centres d'alphabétisation fonctionnels, qui ne servent que 4 747 et 10 227 apprenants respectivement.

Mon fils (qui va à l'école) ne finira pas comme nous.

La crise sécuritaire, qui sévit depuis 2012, a pourtant accru les besoins : les jeunes, désœuvrés et sans emploi, n'ont pas d'autres solutions pour survivre que d'immigrer ou de tomber dans la criminalité. Le projet Actif, mis en œuvre dans la région de Mopti par Handicap International et Action Education, a accompagné 3 000 jeunes vers l'emploi. « *Les jeunes n'avaient pas d'emploi et grâce au projet Actif ils ont été réinsérés dans le tissu socio-économique par des formations qualifiantes* », explique Soumaila Sangare, Secrétaire Générale de la Mairie de Djenné.

Pour Sekou Salamata, « *j'ai fait un double investissement avec l'appui du projet. J'ai développé mon atelier de construction de pirogues et je fais de l'embouche bovine. Mais ma plus belle réussite aujourd'hui, c'est de savoir lire et écrire !* »

UNE ARME REDOUTABLE FACE AUX CRISES ÉCONOMIQUES

Le développement de formations professionnelles et le renforcement de compétences proposés par notre association ont notamment été très utiles suite à la pandémie de COVID-19 qui a entraîné l'une des pires récessions depuis la Seconde Guerre mondiale. Comme beaucoup d'autres pays, le Cambodge a été touché de plein fouet avec fin janvier 2021, un travailleur informel sur cinq sans-emploi et quatre sur cinq forcés de couper dans les dépenses alimentaires. «*Avec la pandémie, nos revenus ont drastiquement chuté, passant de 12 à 5 dollars. Le marché a fermé et nous ne pouvions plus nous approvisionner en produits de base* », explique Than Thai, 38 ans, qui tient avec son mari une petite échoppe. « *Durant cette période, nous n'avons pratiquement pas gagné d'argent et ce fut très dur pour toute ma famille et mes deux enfants* ».

Pour soutenir des familles comme celle de Than Thai, Action Education, en partenariat avec l'Union européenne, a développé le projet « *Stratégies éducatives holistiques pour le développement communautaire en faveur des populations vulnérables* ». Notre projet a entre autres permis de soutenir les petites entreprises de 180 communes de Kampot, Kandal et Pursat et de proposer un accompagnement personnalisé et des formations aux entrepreneurs.

« *Le soutien d'Action Education a permis à notre entreprise de se développer. Le magasin est plus grand et nous proposons plus de nourriture. Notre communication est meilleure et le magasin plus propre. Cela permet d'attirer davantage de clients. À l'avenir, nous voulons également commencer à vendre en ligne* » insiste Than Thai qui a reçu une formation en hygiène et règles sanitaires, en communications et en marketing.



L'éducation :

UNE RÉPONSE MULTI-DIMENSIONNELLE ET PRÉVENTIVE

La pauvreté se manifeste aussi par de nombreuses privations (alimentation, éducation…) et par un manque d'accès aux droits fondamentaux. Pour y répondre, les projets d'Action Education reposent sur une approche multidimensionnelle qui s'attaque aux racines de la pauvreté et rétablit l'accès de toutes et tous aux droits essentiels. Zoom sur trois projets.

VIETNAM : LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET L'EXCLUSION

Au Vietnam, sur les 9 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, 6,6 millions sont issues des minorités ethniques. À l'origine de cette pauvreté, d'importantes difficultés scolaires puisque ces communautés sont contraintes d'étudier dans une langue autre que la leur, une présence accrue dans des zones reculées, et une forte discrimination à leur encontre. Action Education, avec le soutien de l'Union européenne, de la Standard Chartered Bank et de l'organisation de la société civile locale Northwest Development, développe le projet «*Accroître l'accès aux opportunités de subsistance pour les jeunes des minorités ethniques par la promotion d'initiatives d'entrepreneuriat en développement de carrière*». Il a pour objectif de développer la formation et l'orientation professionnelles de 7165 jeunes issus de minorités ethniques. Phạm Thị Biên Thanh fait partie des quelques 1000 enseignants des centres de formation professionnelle qui ont reçu matériels et formations dans le cadre du projet. Elle

enseigne la cuisine dans un centre de formation dans la ville de Lao Cai ainsi qu'à des étudiants issus de minorités ethniques. « *Une fois par mois, je quitte la ville à moto pour enseigner aux jeunes des minorités ethniques et je reste au minimum trois jours dans les villages dans des conditions souvent très dures. Voyager vers ces terres reculées est un vrai challenge d'autant plus que je dois emmener tout le matériel. Les jeunes sont intéressés mais ils ne maîtrisent pas le vietnamien, ce qui ralentit l'enseignement* », ajoute Thanh.

BURKINA FASO : LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS DE GENRE

Face à une pauvreté multidimensionnelle, l'éducation ne consiste pas seulement à doter les individus des compétences les plus adaptées pour trouver un emploi et avoir un salaire décent. Les projets mis en œuvre par Action Education permettent surtout d'agir dès le plus jeune âge sur tous les aspects de la vie, de rétablir le respect des droits essentiels et de garantir ainsi des conditions et un niveau de vie acceptable. « *Ma famille avait peu d'argent, j'ai été placée chez ma tante et je tenais le restaurant avec elle* », explique Roukiatou. Cette petite fille d'une dizaine d'année a récemment intégré SCOLFILLE. Ce projet d'appui à la scolarisation des filles mené dans la région Centre-Ouest du Burkina Faso par Action Education et la Fondation l'Occitane vise à garantir le droit à l'éducation de 2 000 filles vulnérables. Il a notamment permis d'ouvrir des classes passerelles pour plus de 300 jeunes filles de 9 à 12 ans qui n'ont jamais été scolarisées. Au-delà de l'accès à l'éducation, le projet apporte une réponse globale. « *Le projet a aidé à établir des extraits de naissance pour les élèves qui n'avaient pas été déclarés à l'Etat Civil. Il a également pris en charge la moitié des frais de scolarité pour les familles vulnérables et les jeunes filles ont reçu des fournitures scolaires. Enfin, l'école reçoit une aide pour faire fonctionner la cantine scolaire* » explique Kaboré Ablassé, trésorier du Comité de Gestion (COGES).

INDE : LUTTER CONTRE LES VULNÉRABILITÉS INFANTILES

« *Tous les enfants, sans aucune discrimination, doivent pouvoir avoir accès à leurs droits : une alimentation adaptée, des soins, la protection, un logement décent, une éducation de qualité* » explique Daniel Umi, Directeur Migration pour Action Education en Asie du Sud.



Améliorer de manière très concrète le bien-être des enfants les plus défavorisés.

Notre association, en partenariat avec l'UNICEF et le gouvernement de l'Odisha en Inde, a mis en œuvre une initiative « *Evaluation et réponses aux vulnérabilités infantiles* » dans 198 villages afin de renforcer la protection et l'accès aux droits des enfants vulnérables. « *Nous avons recueilli le maximum d'informations possibles sur les enfants vulnérables. Au total, nous avons identifié 458 enfants vulnérables* » ajoute Daniel Umi. « *Nous avons cherché des solutions adaptées en collaboration avec les parents et les autorités. 51 enfants, non-scolarisés, ont ainsi été mis à l'école et ont reçu des cours de soutien, les 58 enfants qui étaient mis au travail ont été secourus et leurs parents ont été informés des dangers du travail forcé et ont été inclus dans les programmes d'assistance aux plus démunis. Enfin 6 enfants orphelins et 62 enfants vivant uniquement avec l'un de leurs parents ont reçu un soutien psychosocial et sont régulièrement suivi par des centres de santé. C'est une manière de renforcer les capacités des différents acteurs afin qu'ils assument leurs obligations en matière de protection et de droit de l'enfant et d'améliorer de manière très concrète le bien-être des enfants les plus défavorisés.* »

« La pauvreté ne se réduit pas à un manque de revenus, elle se traduit par des violations de droits, cumulatives et interdépendantes… et les multiples atteintes aux droits, auxquelles sont surexposées les personnes les plus vulnérables, aggravent leur précarité ou leur pauvreté. »
Claire Hédon, Défenseure des droits au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté le 9 juin 2022.



Pour en savoir plus, scannez ce QR code ou connectez-vous sur action-education.org









FAVORISER L'ÉMANCIPATION ET L'INSERTION



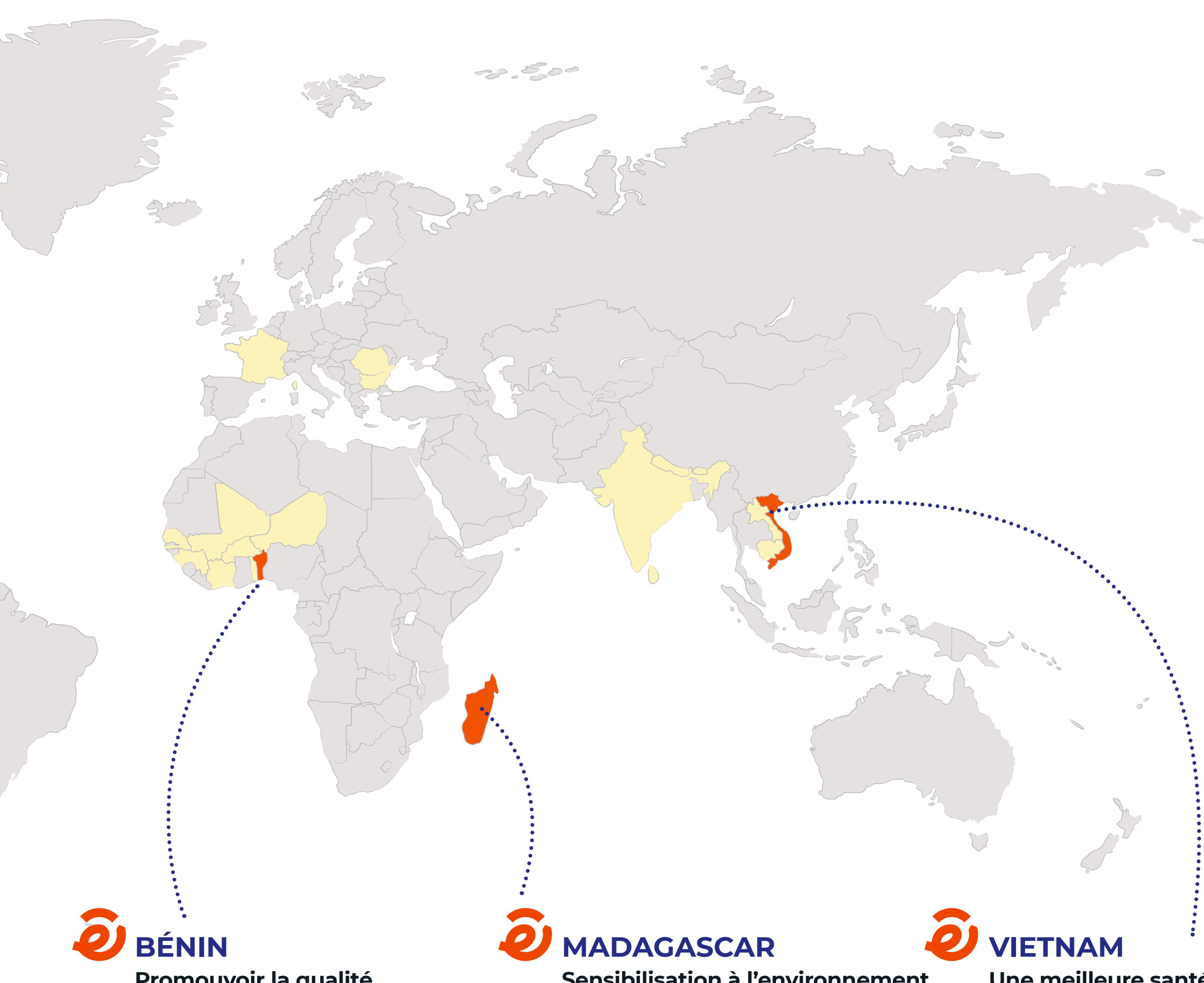
HAÏTI

Réhabilitations et constructions d'écoles

Le projet « École Vecteur du changement social en Haïti » s'attache à développer une éducation de qualité au sein de 27 écoles publiques isolées et enclavées des départements de la Grand'Anse et des Nippes. Malgré les difficultés rencontrées par les équipes, notamment liées à la hausse des prix et à l'insécurité, plusieurs chantiers de construction et de réhabilitation de quinze établissements scolaires ont été lancés avec la participation des communautés.

À SAVOIR

Depuis 2018, les troubles socio-politiques se multiplient en Haïti et ont atteint un tournant extrêmement alarmant avec l'assassinat du président Jovenel Moïse. Le pays vit ainsi une crise politique sans précédent, notamment marquée par une insécurité alarmante.



BÉNIN

Promouvoir la qualité de l'éducation

Le projet AGIR a institué cette année la célébration de la journée de l'excellence, qui met les apprenants en concurrence via un concours en français et en mathématiques. Les 48 meilleurs écoliers et écolières des 80 écoles que couvre le projet dans le département de l'Atlantique ont été récompensés. Les lauréats ont reçu des prix, dont des tablettes, des dictionnaires et des jeux.

À SAVOIR

Le projet AGIR a été initié par Action Education et Plan International Bénin, avec le concours financier de la Coopération Suisse. Il a notamment pour objectif d'améliorer l'accès et le maintien à l'éducation primaire des filles et garçons âgés de 5 à 11 ans.

MADAGASCAR

Sensibilisation à l'environnement dans des écoles

Pour la deuxième année consécutive, les bénévoles d'Action Education de Madagascar ont organisé une campagne de sensibilisation sur l'importance de la protection de l'environnement. Une opération de reboisement avec les élèves a été effectuée en partenariat avec plusieurs écoles. L'objectif était de faire prendre conscience aux élèves des impacts du changement climatique et de les impliquer dans des actions concrètes.

À SAVOIR

Madagascar est l'un des pays les plus fortement exposés aux effets du dérèglement climatique en Afrique, avec des épisodes cycloniques, d'inondations et de sécheresses plus fréquents et intenses ces dernières années.

VIETNAM

Une meilleure santé pour les enfants des zones rurales

Action Education soutient la construction de toilettes et de stations de lavage des mains dans les écoles primaires de la province de Hoa Binh. Elles permettent aux élèves et aux enseignants d'avoir un meilleur accès à l'eau, à l'hygiène et aux installations sanitaires. Ces installations ont marqué un tournant pour la plupart des enfants et ont conduit au développement de nouvelles habitudes hygiéniques au sein de la communauté.

À SAVOIR

Un accès inadéquat à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) reste un problème majeur pour de nombreux enfants des zones rurales du Vietnam. De fortes disparités demeurent en fonction de la situation géographique, de l'ethnie et du statut social.



Éducation

Des financements toujours insuffisants

Emmanuel Macron s'était engagé à faire de l'éducation dans le monde une priorité de son quinquennat et à y allouer les moyens adéquats. Qu'en est-il à la fin de son premier quinquennat ? Réponse avec la Coalition Education qui publie son nouvel Observatoire des financements de la France alloués à l'éducation.



Alors que l'éducation connaît une crise majeure et sans précédent (voir page suivante sur le signal d'alarme lancé par l'UNESCO fin juin), les financements alloués à l'éducation dans le monde par la France restent insuffisants, notamment en direction des 19 pays prioritaires (à savoir Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée, Haïti, Libéria, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo), juge la Coalition Education qui publie en ce mois de septembre son désormais traditionnel « Observatoire des financements de l'aide française à l'éducation ».

€

1,60 %

DE L'AIDE HUMANITAIRE FRANÇAISE ALLOUÉE À L'EDUCATION EN SITUATION DE CRISE EN 2021 (contre 6,48 % en 2020)

DES FINANCEMENTS INSUFFISANTS NOTAMMENT POUR LES PAYS QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

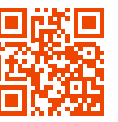
Depuis 2015, la Coalition Education, qui regroupe 23 organisations de la société civile et dont Action Education est le chef de file, publie à chaque rentrée un document analysant les financements à l'éducation de la France dans le cadre de sa politique de coopération internationale.
Si cette année, elle observe une évolution positive de l'aide française - celle-ci ayant augmenté de 17,5 % depuis le début du premier quinquennat d'Emmanuel Macron - elle note toutefois que cette augmentation a été moins rapide que la hausse globale de l'aide publique au développement.

Résultat : la part de l'éducation dans le total de l'aide est, elle, tombée à 11,9 % en 2020 contre 14,5 % en 2017. La Coalition Education regrette également que la part de l'aide versée aux pays prioritaires de la France soit restée insuffisante. À l'analyse des financements stricto sensu, la Coalition Education joint en exemple un rapport détaillé et intéressant sur la coopération éducative française au Burkina Faso, réalisé avec les partenaires locaux, notamment la Coalition Nationale pour l'Education Pour Tous du Burkina Faso ainsi que l'Ancefa (Africa Network Campaign on Education for All), un réseau régional de coalitions pour l'éducation de près de 39 pays africains. Face à de tels constats en matière de volume et de ciblage des financements éducation de la France, la Coalition Education demande

à l'Etat de concentrer ses efforts en termes de subventions sur les pays prioritaires de l'aide publique au développement, et de mettre la priorité sur la petite enfance et l'éducation de base.

L'ÉDUCATION EN SITUATION DE CRISE, LA LAISSÉE POUR COMPTE

Enfin, ce nouvel Observatoire appelle la France à accroître ses financements alloués à l'éducation en situation de crise. En 2021, la France n'y a alloué que 1,6 % de son aide humanitaire, contre 6,48 % en 2020. Une aide jugée largement insuffisante alors que, selon de nouvelles estimations mondiales, 222 millions d'enfants et d'adolescents en situation de crise ont aujourd'hui un besoin d'aide urgent en éducation (Source : Education Cannot Wait, juin 2022). 78,2 millions d'enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés et 119,6 millions n'atteignent pas le niveau minimum de compétence en lecture ou en mathématiques dans les premières années d'études, bien qu'ils soient scolarisés. Avec la multiplication et l'intensification des crises qui frappent de plein fouet les systèmes éducatifs les plus fragiles et menacent la stabilité et le développement mondial (COVID-19, catastrophes climatiques, crise afghane, conflit ukrainien et autres crises oubliées notamment au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et au Yémen), la Coalition Education insiste pour que l'éducation en situation de crise soit désormais au cœur des enjeux humanitaires et de développement de la France.



Pour en savoir plus,
L'Observatoire de la Coalition Education est téléchargeable sur action-education.org



Plus d'infos sur
www.coalition-education.fr

Éducation en crises

L'UNESCO tire la sonnette d'alarme

Fin juin, lors d'une conférence internationale à Paris sur l'éducation, l'UNESCO a alerté sur la double crise qui frappe l'éducation. Des constats également observés par nos équipes dans nos pays d'intervention.

Devant plus de 150 ministres de l'éducation et de 2000 personnes, Audrey Azoulay, Directrice Générale de l'UNESCO est revenue sur les conséquences gravissimes de la COVID-19 sur le secteur de l'éducation. Selon de nouvelles études, 7 enfants sur 10 ne peuvent plus comprendre un simple texte écrit. Des retards d'apprentissage qui représenteront pour la génération en cours de scolarisation une perte cumulée de richesse de 21 000 milliards de dollars. Autre signal d'alarme : les budgets nationaux alloués à l'éducation, qui ont été réduits durant la pandémie et n'ont toujours pas retrouvé leur niveau de 2019.
Ce sont ces mêmes signaux d'alerte que nous vous partageons ce mois-ci dans le dossier de ce magazine consacré à l'impact de la pauvreté extrême sur le secteur de l'éducation. Face à la menace d'une éducation de mauvaise qualité ou d'une déscolarisation, nous appelons, comme l'UNESCO, à une mobilisation générale pour faire de l'éducation une priorité absolue.

REPRISE DES CONCERTS SOLIDAIRES AU PROFIT D'ACTION EDUCATION



Les concerts solidaires reprennent pour la première fois depuis la pandémie ! De très beaux moments avec un public solidaire et généreux. Deux concerts ont été donnés, à Châtenay-Malabry le 19 juin par la Maîtrise des Hauts-de-Seine, et à Coignières le 25 juin par l'orchestre symphonique des jeunes de l'association Musiques Au Pluriel. Les concerts mettaient à l'honneur les projets d'Action Education en faveur des filles et des femmes, et notamment la subvention de kits scolaires et la sensibilisation sur la scolarisation des filles dans le cadre du projet AGIR au Bénin. Ce projet s'inscrit dans notre mouvement de mobilisation *Education For Women Now*, dont le but est de permettre à 3 millions de filles et de femmes vulnérables et marginalisées, d'avoir accès à une éducation de qualité d'ici à 2025.



SENSIBILISER AU DROIT À L'ÉDUCATION AVEC LE THÉÂTRE FORUM

Connaissez-vous le théâtre forum ? Mis au point dans les années 1960 par Augusto Boal dans les favelas de São Paulo, il s'agit d'une méthode de théâtre interactif permettant de dénoncer et mettre en scène des situations d'injustice. Le but est de faire émerger la parole et la réflexion autour d'un thème choisi en rendant les participants proactifs, le public étant invité à donner son point de vue sur scène. En partenariat depuis plusieurs années avec de Théâtre de la Fugue, Action Education et sa troupe de comédiens bénévoles proposent des séances de théâtre forum pour interagir sur le vivre-ensemble et la question du genre.



Pour en savoir plus, scannez ce QR code ou connectez-vous sur action-education.org



Annuaire des équipes bénévoles locales

Alpes-Maritimes (06) à Antibes,
Coordination du réseau bénévole,
contact : action.benevole@action-education.org,
✆ 01 55 25 70 37

Ardennes (08) à Charleville-Mézières,
Coordinatrice : Pascale MENETRIER,
contact : benevole08.charlevillemezieres@action-education.org

Bouches-du-Rhône (13) à Marseille,
Coordination du réseau bénévole,
contact : action.benevole@action-education.org,
✆ 01 55 25 70 37

Charente-Maritime (14) à La Rochelle,
Coordinatrices : Marie-Laure VIEL et Astrid GIRAUD,
contact : benevole17.larochelle@action-education.org

Côte-d'Or (21) à Dijon,
Coordinatrice : Chantal SIGNARD,
contact : benevole21.dijon@action-education.org,
✆ 06 31 15 15 84

Indre-et-Loire (37) à Tours,
Coordinatrice : Marie-Agnès CHEMLA,
contact : benevole37.tours@action-education.org

Isère (38),
Coordinatrices Céline BERNARD et Madeleine REYNAUD,
contact : aideetaction.isere@action-education.org

Maine et Loire (49) à Chemillé et Angers,
Coordinateurs : Denise PELE et Louis-Marie LOISEAU,
contact : benevole49.chemille@action-education.org,
✆ 02 41 30 71 68

Sarthe (72) au Mans,
Coordinateur : Pierre-Marie DELAROCHE,
contact : benevole72.lemans@action-education.org,
✆ 02 43 84 64 27

Paris (75),
Coordinateur : Bertrand CHABROL,
contact : benevole75.paris@action-education.org

Yvelines (78) à Coignières,
Coordinateur Jean-Marc BEDOUELLE,
contact : benevole78.coignieres@action-education.org,
✆ 01 34 61 40 93

Deux Sèvres (79),
Coordinatrices Pascale CHAIGNE et Roselyne MATHIEU,
contact : benevole79.niort@action-education.org,
✆ 05 49 24 98 11

Hauts-de-Seine (92) à Châtenay-Malabry,
Coordinatrice : Marie-Christine MARTINERIE,
contact : benevole92.chatenaymalabry@action-education.org,
✆ 06 07 64 96 49

LÀ OÙ L'ÉDUCATION GAGNE, LA PAUVRETÉ PERD !

Comme nous l'avons vu dans le dossier de ce Magazine, l'éducation représente un formidable outil pour mettre fin à la spirale de la pauvreté. C'est pourquoi il faut agir ensemble, afin de donner aux générations de demain de meilleures opportunités d'avenir.

Dans le contexte actuel de multiplication des crises - d'ordres économiques, politiques, sanitaires ou climatiques – plus d'un milliard de personnes dans le monde pourraient, d'ici 2030, passer sous le seuil de pauvreté et vivre avec moins de 1,90 dollars par jour.
Les familles privées de ressources sont alors contraintes d'adopter des stratégies de survie, qui les forcent à réduire les dépenses comme la santé ou l'éducation. **Pour autant, la pauvreté n'est pas une fatalité : elle pourrait être divisée par deux** en une génération si tous les enfants achevaient simplement le cycle secondaire. Pour cela une seule condition : garantir à toutes et tous, notamment aux plus vulnérables, l'accès à une éducation de qualité.
Au-delà du manque de revenus, la pauvreté se manifeste aussi par de nombreuses privations (alimentation, éducation…) et par un manque d'accès aux droits fondamentaux. Pour y répondre, les projets d'Action Education reposent sur une approche multidimensionnelle qui s'attaque aux racines de la pauvreté et rétablit l'accès de toutes et tous aux droits essentiels.

Face à la hausse des besoins sur le terrain, pour accompagner les populations les plus vulnérables touchées par la pauvreté et assurer le retour à l'école des enfants les plus vulnérables, **nous avons plus que jamais besoin de votre soutien !**



Faites un don
scannez ce QR code
ou connectez-vous
sur https://donate.action-education.org/

AGISSEZ AVEC NOUS POUR L'ÉDUCATION DANS LE MONDE !



Construire un monde plus juste ne se fera pas sans une éducation de qualité pour toutes et tous ! Comme tous ceux et celles qui nous soutiennent depuis 40 ans, permettez-nous de **donner l'espoir d'un avenir meilleur à des milliers d'enfants**.

AVEC UN DON DE
75 €
SOIT
25,50 €
APRÈS DÉDUCTION FISCALE

vous permettez l'inscription et la prise en charge des frais scolaires de 25 filles au Burkina Faso.

AVEC UN DON DE
100 €
SOIT
34 €
APRÈS DÉDUCTION FISCALE

vous participez à l'achat de matériel scolaire de 200 élèves de minorités ethniques au Vietnam

AVEC UN DON DE
150 €
SOIT
51 €
APRÈS DÉDUCTION FISCALE

vous financez les ressources alimentaires et sanitaires pour 7 familles de migrants pendant un mois en Inde.

EN SEPTEMBRE, OFFRONS L'ÉCOLE EN HÉRITAGE

La Journée internationale du legs est le 13 septembre, alors pourquoi ne pas envisager un geste d'une immense valeur en offrant l'école en héritage ?

Comme Pascal. T, Jacquie. R, Marie-Thérèse. C, Kathleen. H et tant d'autres bienfaitrices et bienfaiteurs de notre association, vous pouvez faire le choix de transmettre par legs tout ou partie de vos biens en faveur d'Action Education.

Grâce à la reconnaissance d'utilité publique détenue par l'association, il n'y a aucun frais de succession. En offrant l'école en héritage, vous contribuerez à donner aux enfants vulnérables et marginalisés les moyens de prendre leur avenir en main. Préparer sa succession nécessite temps, conseils et réflexion !

N'hésitez pas à contacter Audrey Grosjean, Responsable Libéralités, qui se tient à votre disposition pour répondre à vos questions et vous conseiller, sans engagement et en toute confidentialité.



Renseignez-vous
scannez ce QR code
ou connectez-vous
sur https://action-education.org/transmettre-votre-patrimoine/



Pour contacter Audrey :
Audrey GROSJEAN
01 55 25 40 92
audrey.grosjean@action-education.org

Action Education au Festival Solidays 2022

Action Education était présente au Festival Solidays qui s'est tenu à Paris du 24 au 26 juin dernier. Cette tribune a permis de sensibiliser les festivalières et festivaliers et de mettre l'urgence de l'éducation dans le monde à l'honneur.



Solidays n'est pas un festival comme les autres. Il accueille chaque année de nombreuses associations au sein d'un espace dédié, le Village Solidarité. Celui-ci a pour objectif d'éveiller les consciences, de mobiliser des bénévoles et de proposer des animations.

Une équipe de 10 personnes d'Action Education (bénévoles, stagiaires et une salariée) a animé le stand dans une ambiance très festive et conviviale. Nous avons pu accueillir un peu plus de 500 festivalières et festivaliers pendant les 3 jours du festival. Cela nous a permis de sensibiliser un jeune public (la moyenne d'âge des festivaliers est de 22 ans) à la cause de l'éducation à travers des activités ludiques, et de faire la promotion de l'engagement et du bénévolat pour recruter de nouveaux membres. Le festival a représenté pour nous un très beau levier de visibilité et a été l'occasion de dévoiler notre changement de nom au grand public.

Découvrez le nouveau site international d'Action Education

Action Education est fière de vous présenter son nouveau site Internet. Un site plus ergonomique, plus graphique, plus adapté aux usages, qui fait la part belle aux projets terrain.



Action-education.org est un portail à la fois pour le grand public, les médias et les institutionnels. La multitude d'anciens sites régionaux (Afrique, Asie du Sud, Asie du Sud-Est...) a été regroupée au sein d'un unique site international bilingue. Entièrement *responsive* (c'est-à-dire aussi adapté aux mobiles et tablettes), le site propose une architecture simplifiée et une meilleure navigation. Il reprend notre nouvel univers visuel (charte et logo). Nous espérons qu'il vous plaira autant qu'à nous.



Pour le découvrir, scannez ce QR code ou connectez-vous sur action-education.org

Daniel UMI

« Rendre visibles les enfants migrants »



En Inde, près de 100 millions de personnes sont considérées comme des travailleurs migrants saisonniers. Parmi elles, 10 à 15 millions d'enfants se trouvent dans une situation d'extrême vulnérabilité. Daniel UMI, Directeur Migration et éducation pour l'Asie du Sud-Est, nous explique comment Action Education travaille activement à la prise en charge de ces enfants et à l'application de leur droit à l'éducation.

« La migration pour le travail est une pratique courante dans de nombreux pays, qu'ils soient riches ou pauvres. Les gens migrent volontairement pour mieux utiliser leurs compétences, afin de gagner leur vie de manière décente et digne. À l'inverse, des millions de personnes sont contraintes de migrer en raison de la pauvreté, de conflits et de facteurs environnementaux. Les travailleurs migrants saisonniers constituent l'un de ces groupes. La migration saisonnière est souvent liée aux cycles d'endettement et au besoin d'argent pour rembourser les dettes. De nombreux secteurs industriels (fabrication de briques, de sel, construction…) emploient des travailleurs migrants saisonniers.

En raison d'une mobilité fréquente et non planifiée, les enfants qui accompagnent les migrants saisonniers sont exclus de l'accès à l'éducation, à la nutrition, aux soins et sont souvent contraints de travailler dès leur plus jeune âge. Les écoles des états/villes de destination refusent d'admettre les enfants scolarisés qui remplissent pourtant les conditions requises. Et ceux qui les fréquentent sont confrontés à des barrières linguistiques. Les enfants de moins de 5 ans n'ont souvent pas accès à l'éducation et aux soins de la petite enfance et les nourrissons qui les accompagnent perdent leurs droits à la vaccination.

Action Education travaille principalement avec les enfants de familles migrantes, tant sur leur lieu d'origine que sur leur lieu de destination. L'association a conceptualisé et mis en place des centres de soins et d'apprentissage pour les enfants (CCLC) directement sur les lieux de travail, notamment dans les fours à briques et sur les sites de construction des grands centres urbains.

Les CCLC, qui fonctionnent grâce à la coordination des différentes agences gouvernementales (santé, éducation nationale…) sont conçus pour fournir des soins et une éducation aux enfants migrants, aux femmes enceintes et allaitantes et favoriser les échanges entre les parents et employeurs. Une fois que les enfants sont de retour dans les villages après la saison de migration, Action Education réintègre les enfants dans les écoles publiques, leur propose des cours de rattrapage et du soutien scolaire, et accompagne les parents dans les démarches administratives qui donnent accès à tous les programmes de protection sociale.

Nous avons accompagné au cours des 5 dernières années plus de 45 000 enfants migrants en Inde.

Au cours des cinq dernières années, Action Education a accompagné plus de 45 000 enfants en Inde. Nous effectuons en parallèle un travail de plaidoyer auprès des autorités locales et nationales, afin qu'elles fournissent des infrastructures, du matériel et des enseignants pour dispenser aux enfants des cours dans leur langue maternelle.

Le travail mené par Action Education auprès des décideurs publiques a permis aux travailleurs migrants et à leurs familles de voir leurs droits davantage respectés. Notre expérience sur le terrain, nos recherches et nos initiatives politiques, ont rendu les enfants migrants davantage visibles et nombre de nos interventions ont été reproduites dans d'autres villes indiennes ».